COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 25 octobre 2013
(convocation du 14 octobre 2013)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Octobre Deux Mil Treize à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLE Nicolas, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. VERNEJOUL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, M. TRIJOLET Thierry.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à Mme LIMOUZIN Michèle de 10 h 40 à 12 h 00
M. CAZABONNE Alain à M. GELLE Thierry à partir de 11 h 20
M. BENOIT Jean-Jacques à M. DUBOS Gérard
M. BRON Jean-Charles à Mme LIRE Marie-Françoise à partir de 13 h 00
Mme CARTRON Françoise à Mme BOST Christine à partir de 12 h 50
M. CAZABONNE Didier à M. ROBERT Fabien à partir de 12 h 00
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. LABARDIN Michel jusqu'à 10 h 15
Mme FAYET Véronique à M. MANGON Jacques à partir de 11 h 05
M. GAUTE Jean-Michel à M. SIBE Maxime
M. HERITIE Michel à M. LAGOFUN Gérard à partir de 12 h 30
M. OLIVIER Michel à M. PENEL Gilles
M. PIERRE Maurice à M. TURON Jean-Pierre
M. SAINTE-MARIE Michel à M. BAUDRY Claude
M. SOUBIRAN Claude à M. SOLARI Joël
Mme LACUEY Conchita à M. COUTURIER Jean-Louis à partir de 12 h 45
M. SOUBABERE Pierre à M. TOUZEAU Jean à partir de 11 h 30
Mme TERRAZA Brigitte à Mme De FRANCOIS Béatrice à partir de 13 h 00
M. AMBRY Stéphane à M. TRIJOLET Thierry à partir de 13 h 20
Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques
M. BAUDRY Claude à M. ANZIANI Alain à partir de 12 h 00

M. BONNIN Jean-Jacques à M. DUPRAT Christophe à partir de 12 h 20
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme BREZILLON Anne jusqu'à 12 h 15
M. CAZENAVE Charles à Mme. PIAZZA Arielle
Mlle COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel à partir de 12 h 30
M. DANJON Frédéric à Mme Laure CURVALE à partir de 12 h 45
Mme. DESSERTINE Laurence à M. DAVID Yohan
M. DUPOUY Alain à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
M. DUART Patrick à Mme CHAVIGNER Michèle à partir de 12 h 10
Mlle. EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie
M. FEUGAS Jean-Claude à Mme. MELLIER Claude
M. GARNIER Jean-Paul à Mme BONNEFOY Christine à partir de 11 h 50
M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. PUJOL Patrick
Mme HAYE Isabelle à M. Pierre HURMIC à partir de 12 h 55
M. JUNCA Bernard à M. QUANCARD Denis
M. MAURIN Vincent à M. GALAN Jean-Claude
M. MOGA Alain à M. BRUGERE Nicolas
M. PAILLART Vincent à M. VERNEJOUL Michel
M. POIGNONEC Michel à M. FLORIAN Nicolas
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel à partir de 12 h 00
M. REIFFERS Josy à Mme. PARCELIER Muriel
Mme. SAINT-ORICE Nicole à M. BRON Jean-Charles
Mme. TOUTON Elisabeth à M. DUCASSOU Dominique
Mme. WALRYCK Anne à M. GAÜZERE Jean-Marc

EXCUSES :

LA SEANCE EST OUVERTE

**LE TAILLAN-MEDOC - PAE du CHAI - Programme des équipements publics -
Lancement d'une procédure d'enquête publique unique - Approbation -
Autorisation**

Madame BOST présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Par délibération n°2009/0821, en date du 27 novembre 2009, la Communauté urbaine de Bordeaux a instauré un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) du secteur du Chai sur la commune du Taillan-Médoc.

L'objectif principal de cette procédure était de structurer l'urbanisation de ce secteur afin de mieux l'intégrer aux quartiers existants (urbanisme résidentiel) avec un souci d'économie de l'espace et de développement durable. L'accent est mis sur la production de logement afin de répondre aux objectifs du PLH et d'apporter une certaine mixité sociale. Un effort très particulier est consacré à la production d'un habitat social adapté au relogement d'une grande partie des familles des gens du voyage présentes sur le site. En outre, il apparaît indispensable d'améliorer la sécurité sanitaire du secteur, concerné par le périmètre de protection des captages d'eau potable du Thil et de la Gamarde. Le projet prévoit la création de 676 logements, dont 36 % de locatifs conventionnés.

Ce PAE prévoit la réalisation d'un programme des équipements publics (PEP) qui se décompose comme suit :

- Chemin du Chay : travaux de voirie et assainissement,
- Chemin des Graves sud : travaux voirie et assainissement,
- Voie nouvelle îlot Sabaton partie sud : travaux de voirie et assainissement,
- Collecteur des eaux pluviales de Bussaguet : travaux assainissement,
- Bassins d'étalement des eaux pluviales : travaux assainissement,
- Création de 3 classes scolaires : travaux bâtiment de compétence communale.

Le processus des études préalables a permis de proposer la restructuration de l'ensemble des voiries existantes du secteur afin d'y intégrer, sur des emprises élargies, des voies vertes et cheminement doux et un traitement paysager. Le passage de bus Tbc a été anticipé sur le chemin des Graves. Un carrefour giratoire est prévu (hors PAE), sur la RD1215 afin d'améliorer le désenclavement du quartier.

Afin d'améliorer la protection des captages d'eau potable proches du secteur (Thil et Gamarde), l'ensemble des eaux pluviales seront collectées via des canalisations étanches. Elles seront régulées par deux bassins d'étalement paysagers à créer avant rejet au fossé de la RD1215 qui rejoint la Jalle de Blanquefort.

Le coût de ces aménagements de voirie et assainissement, foncier compris (maîtrises d'ouvrages communautaire et communale confondues), a été estimé à 7 876 049 € TTC (± 15 % valeur avril 2013), hors extension du réseau ERDF.

La mise en œuvre du projet nécessite de mobiliser des emprises foncières privées. Indépendamment des acquisitions pouvant être effectuées par voie amiable, le lancement de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) s'avère nécessaire dans le cas d'une procédure d'expropriation.

Il est également nécessaire de déposer un dossier d'étude d'impact et de faire une demande d'autorisations Loi sur l'eau auprès des services de l'Etat afin de réaliser ce programme des équipements publics.

Ces 3 procédures et documents doivent être soumis à enquête publique préalable.

La Communauté urbaine est donc appelée à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de la Gironde l'ouverture d'une enquête publique unique, au sens de l'article L 123-6 du Code de l'Environnement, en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux envisagés et l'autorisation accordée au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement (Loi sur l'Eau).

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la présente délibération :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L 11-1 et R 11-3,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-11, L 123-14-2 et R 123-23-1,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU la délibération n°2009/0821, en date du 27 novembre 2009 créant le PAE du Chai au Taillan-Médoc,

VU la délibération n°xxxx du 27 septembre 2013 arrêtant le bilan de la concertation,

VU la délibération n°xxxx en date du 25 octobre 2013 arrêtant le dossier définitif du projet de programme des équipements publics du PAE du Chai,

VU l'ensemble des dossiers nécessaires à l'enquête publique unique, consultables par les élus communautaires dans les locaux de la Direction territoriale Ouest de la Cub, situés 6-8 avenue des Satellites – immeuble A – 33185 Le Haillan, aux jours et heures ouvrés de la Communauté urbaine,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT

- La nécessité d'obtenir la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet en vue de procéder aux acquisitions foncières précitées, le cas échéant par voie d'expropriation,

- La nécessité de répondre aux exigences environnementales liées à la réglementation concernant la Loi sur l'eau et les études d'impacts,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser Monsieur le Président à requérir auprès de Monsieur le Préfet de la Gironde l'ouverture d'une enquête publique unique préalable en vue :

- d'obtenir la déclaration d'utilité publique du programme des équipements publics du PAE Chai tel qu'arrêté par le conseil de communauté,
- d'obtenir les autorisations nécessaires pour réaliser le projet au regard de l'étude d'impact et de la Loi sur l'eau, au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président à accomplir toutes les formalités entraînées par cette opération et à signer les actes et tous les autres documents à intervenir,

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président, par dérogation aux dispositions du 18^{de} la délibération 2010/0750 du 22 octobre 2010, à acquérir les emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet à l'amiable, en y appliquant un prix inférieur égal à celui déterminé par France Domaine ou, le cas échéant, par voie d'expropriation,

Article 4 : de dispenser Monsieur le Président, dans l'éventualité où se révéleraient des inscriptions hypothécaires, au moment de la publicité foncière, de faire accomplir les formalités de purge se rapportant à des biens immobiliers dont le prix d'acquisition n'excède pas 7 600 €,

Article 5 : d'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les dispositions utiles à l'exécution des travaux correspondants.

Les conclusions, mises aux voies, sont adoptées

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 octobre 2013,

Pour expédition conforme,
par délégation,
la Vice-Présidente,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
13 NOVEMBRE 2013

PUBLIÉ LE : 13 NOVEMBRE 2013

Mme. CHRISTINE BOST